

TRADUCTION du

*Latin en Francois, de la Copie du
Projet du nouveau Traitté pour gar-
antir la Succession de la Couronne de
la Grande Bretagne, & la Barriere
de Leurs Hautes Puissances.*



omme dans le Traitté
pour la succession de la Grande
Bretagne, & pour la Barriere
des Provinces Unies du Pais-bas
conclu le 29. d'Octobre 1709.
entre Tres-Illustre & Tres-Pu-
issante Princesse Dame ANNE
Reine de la Grande Bretagne,
Protectrice de la Foy, & Tres-

Hauts & Tres-Puissans Seigneurs les Etats generaux
des Provinces Unies du Pays bas, il y a plusieurs
points & articles qui demandent une plus ample ex-
plication & qui sembleroient injurieux & prejudicia-
bles au bien & interets des sujets de S. M. B. s'ils
n'elloient equitablement corriges; qu'il y en a d'au-
tres, qui depuis que ledit Traitté a été arrêté, ne
sont plus d'aucune necessité ni convenance, & que
par l'Article 17. il a été stipulé qu'il seroit fait une
convention separement des conditions aux quelles
S. M. B. & L. H. P. prometteroient & s'engageroi-
ent a se prêter du secours, dont l'usage serviroit a
se donner mutuellement des garrands; la-quelle con-
vention n'a pas encore été faite; S. M. B. & L. H. P.
les Etats Generaux des Provinces Unies ayant meu-

A

rement

rement réfléchi, de quel Intérêt il est, qu'il ne reste rien d'imparfait ni d'obscur dans un Traité d'une si grande Importance aux deux Nations, & qu'il n'ait aucune paction qui pourroit paroître aggravante aux sujets de l'un ou de l'autre party; n'y y ayant eu pour but & motif que de resserrer par icelluy plus étroitement les liens d'amitié mutuelle, & de pourvoir mieux & plus efficacement à la sûreté commune: ils ont estimé, qu'il étoit nécessaire de faire un nouveau Traité pour le joindre aux autres Traités & conventions qui sont en vigueur entre eux; à quel effet S. M. B. a donné un pouvoir & des instructions assez amples à ses Ministres.

Ainsi que L. H. P. ont pareillement suffisamment instruit & autorisé les leurs.

Lesquels Ministres en vertu de leurs pleins pouvoirs sont respectivement convenus des Articles suivants.

ARTICLE I.

LE Traité conclu à la Haye le 29. d'Octobre 1709. entre la Tres Illustre Reine de la Grande Bretagne & les Seigneurs les Etats Generaux de Provinces Unies du Pays-bas communement nommés celluy de la succession & de la Barrière, avec les deux Articles séparés sont déclarés nuls comme s'ils n'avoient jamais été faits ny ratifiés; mais tous les autres Traités de Paix, d'Amitié, d'Union, & de Confédération faits entre la-ditte Reine de la G. B. & les E. G. seront par cette approuvés, & confirmés & auront la même force & vigueur comme s'ils étoient inférés dans le présent Traité.

Comme par certaine Loi faite au Parlement d'Angleterre en la douzième Année du Regne de feu le Tres-Illustre Prince Le Roy GUILLIAME III. Intitulée *Acte pour l'alterieure limitation de la Couronne, & la meillieure assurance des droits & libertés des Sujets &c.* il a été statué & déclaré, qu'après la mort dudit Roy, de la Reine a présent Regnante, lors appelée la Princesse ANNE de Danemarck, & au défaut d'Enfans desdits Roy ou Reine, la Couronne & le Gouvernement Royal de l'Angleterre, de la France & de l'Irlande avec les autres Pays en dependans, succederoit & appartiendrait a la Tres-Illustre Princesse SOPHIE Electrice & Duchesse Douairiere d'Hannover, & a ses Heritiers Protestans, & que dans ce temps, il a été arresté en plusieurs Parlemens tant de l'Angleterre que de l'Ecosse, que la Succession a la Monarchie du Royaume uni de la Grande Bretagne & Pays en dependans, après la mort de la Reine sans Enfans, succederoit & appartiendrait a laditte Princesse SOPHIE & ses Heritiers Protestans, afin que tous les Papistes, & ceux ou celles qui auront contracté ou contracteront mariage avec des Papistes soient exclus de la couronne de la Grande Bretagne & des Pays en dependans, & rendus incapables a jamais d'en avoir l'Heredité, la possession, ou l'usufruit; la-quelle provision établie par plusieurs Actes du Parlement, sur la-ditte Succession, a été confirmée & corroborée par certaine Loi du Parlement de la G. B. donnée la sixième année du Regne de la Reyne a présent Regnante, Intitulée *Acte de seureté pour la Personne & Gouvernement de Sa Majesté Royale, & de la Succession a la Couronne*

de la Grande Bretagne dans la race des Protestans.
 Et quoy que nulle Puissance étrangere, ny qui que ce soit, n'aie droit de revoquer en doute la constitution de la Grande Bretagne au sujet de la devolution, limitation & Succession de la Couronne du Royaume, ny de s'y apposer, si toute fois il arrivoit que quelque puissance étrangere Etat personne ou personnes, sous quel titre, qualité, ou pretexte, que ce pourroit être, par Guerre Ouverte, Conspiration, ou trahison, vouloit s'apposer au droit de Succession de Sa Majesté Royale, & en cas de défaut de tels Heretiers au droit de Succession de la Tres-Illustre Princeesse SOPHIE, ses Héretiers, ou tous autres a qui laditte Succession pourroit lors appartenir, selon les Loix & Statuts de la Grande Bretagne, lesdits Etats Generaux des Provinces Unies du Pays-bas promettent, & s'engagent qu'en tout temps durant la vie de laditte Reine, ils l'aideront & assisteront a combâtre pour le droit de Succession a la Couronne Royale de la Grande Bretagne, ainsi quil a été reglé & arrêté par les Loix & Constitutions du Royaume, & qn'apres la mort de la Reine, ils donneront du secours a ses Heritiers, & a défaut d'Heritiers a la susditte Princeesse SOPHIE, ou tels des Heritiers, aux quels comme dit est, la Succession a la Couronne de la Grande Bretagne, apres la mort de la Reine Regnante, sera trouvé appartenir legittimement, pour les faire entrer ou maintenir en la possession d'icelle, en s'opposant vigoreusement a tous ceux qui voudront former quelque empechement a la possession & conservation de laditte Couronne selon la requisition, de la maniere, lors & avec telle proportion des forces, tant par Mer que par Terre, quil est porté plus au long par l'Article XIII. de ce Traité.

(III.)

Et d'autant que par l'Article 3e. de l'Alliance fait la Haye le 7. de Septembre de l'Année 1701. entre feux le Tres-Illustre Empereur des Romains **EOPOLD**, le Tres-Illustre Roy de la Grande Bretagne **GUILLIAME III.** de glorieuse memoire & lesdits Etats Generaux des Provinces Unies du Pays-bas, il a été stipulé, que lesdits Alliez emploieroient toutes leurs forces pour recouvrir les Provinces du Pays-bas Espagnol pour en faire une Barriere & separation de la France a la sureté de l'ordre general, ainsi que le tout Puissant les avoit fait servir jusqu'a ce que le Roy Tres-Chrestien s'en étoit emparé par la force des Armes, est convenu a present que dans le Traitté de Paix a faire, Sa Majesté Royale de la Grande Bretagne fera tous ses efforts, non seulement pour que les Provinces du Pays-bas Espagnol, mais aussi pour que les Villes & places fortes tant celles qui ont été prises par la Guerre, que celles qui ne sont pas encore prises, serviront a former l'ordre General de la Barriere.

(IV.)

A quelle fin il a été arrêté que lesdits Etats Generaux pourront mettre, conserver, augmenter, ou diminuer, ainsi qu'il trouveront convenir leurs troupes & garnisons dans les Places suivantes a sçavoir dans Furnes, dans le Fort de la Knocke, dans Ipres, dans Menin, dans la Ville & Citadelle de Tournay, dans Mons, dans Charleroy, dans la Ville & Chateau de Namur, dans le Chateau de Gand, dans les Forts nommez la Perle, Philippe, &

(O)

& Damme, & dans le Fort de St. Donas con-
tigue aux Fortifications de l'Ecluse, dont la pro-
priété sera donné aux Etats Generaux, & le Fort
appelle Rooden-huyse prez Gand sera demoli.

(V.)

s'il arrivoit néanmoins, que d'escdits Etats Gene-
raux se trouvoient réellement en Guerre contre la
France, ou que la France les voulut ouvertement at-
taquer, en ce cas il leurs sera permis de mettre
dans lesdites Villes, Places Fortes, & Forts des
Provinces du Pays-bas Espagnol, tel nombre de
Troupes que la raison de la Guerre, & la nécessi-
té pourront demander.

(VI.)

Il leur sera aussi permis de faire voiturer libre-
ment dans toutes les Villes, Places-fortes, &
Forts où ils auront Garnison, les preparatifs Mi-
litaires, les Armes, les Canons les matreaux ne-
cessaires pour les munitions de Guerre, & tout ce
que sera convenable ou necessaire audites Garni-
sons, sans obstacle, empeschement, ni payement
d'aucun droits de passage.

(VII.)

Les susdits Seigneurs Etats Generaux pourront
dans les Villes, Places-fortes, & Forts repris
Article 4e. où ils auront leurs Garnisons, mettre
tels Gouverneurs, Commandans, Majors, & au-
tres Officiers que bon leur semblera; en sorte que
pour la seureté desdites places, & quant au Loix
&

(VII.)
& Constitutions Militaires, ils ne reconnoîtront
aucun Supérieur, & ne seront soumis à l'ordre de
qui, que ce soit, sauf toute fois les droits & li-
bertez des sujets, tant Ecclesiastiques que séculiers
du Tres-Auguste Empereur CHARLES VI.

(VIII.)

Il sera aussi permis auxdits Seigneurs Etats Ge-
neraux de rafraichir & fournir lesdites Villes, Pla-
ces-fortes, & Forts de telle maniere, qu'ils l'esti-
meront convenir pour leur seureté & defence.

(IX.)

Et comme il a été convenu, que la propriété,
Domaine, & Souveraineté des Provinces du Pays-
bas Espagnol, appartient à Sa Majesté Imperiale,
tant celles, qu'autrefois feu le Roy CHARLES
II. possédoit, que celles qui n'ont point été en sa
possession, & qui dans le Traitté de Paix à faire
pourront être cedez par la France; il est necessaire
qu'il en soit fait une convention, & ainsi il a été
Traitté & convenu, que tous les revenus, à la
reserve de ceux dont on aura besoin pour soute-
nir le Gouvernement Civil, des Villes, Places-fortes,
Chateaux, & Forts avec leurs dependances qui dans le
present Traitté doivent faire partie de la Barriere, &
qui cy devant n'ont pas appartenu au Roy CHAR-
LES II. au jour de sa mort appartiendront dorenavant
aux dits Seigneurs Etats Generaux pour l'entretie-
nement de leurs Garnisons, les fraix des munitions,
des Hospitiaux, Arsenaux, & autres besoins à sur-
venir, sous la condition expresse, que les Etats
Generaux en vertu de cet article, ou sous quel
pre-

pretexte que ce soit, ne s'attribueront le pouvoir de mettre aucunes nouvelles impositions ni d'augmenter ou diminuer les anciennes. Il est aussi convenu & conclu sous la même condition, que pour survenir aux dites dépenses, que des meilleurs & plus certains revenus des parties des provinces du Pays-bas Espagnol, qui ont autre fois appartenu au Roy CHARLES II. au jour de Sa mort, il leur sera compté cent mille florins tous les trois mois de chaque année.

(X.)

Nulle Ville, Fortresse, Chateau, Fort, ou Territoire dans les Provinces du Pays-bas Espagnol, ne pourront venir, estre donné, cédé, ou unis à la Couronne de France ou à quelqu'un de la race Francoise, soit par forme de don de quelqu'un, soit par vente, échange, contract de mariage, droit d'heredité, de succession, par Testament, ou ab intestat, ou à quel autre titre, & de quel autre maniere que ce puisse estre, nulle desdites Provinces ne pourra estre soumise à la puissance & Autorité du Roy Tres-chretien, ou de quelqu'un de la Race de France.

(XI.)

Et comme Article 9e. de ladicte alliance du 7e. de Septembre 1701. il est aussi statué qu'au temps qu'ils se feroit une treve ou paix les Alliez entre autres choses conviendroient entre eux de la maniere que l'on pourvoiroit à la seureté des dits Etats Generaux par une separation communement ap-

appelée Barriere, Sa Majesté de la grande Bretagne en vertu du present Traitté promet, de faire tous ses efforts pour induire Sa Majesté Imperiale a faire avec les dits Etats Generaux un Traitté convenable a tout ce qui a esté convenu cy dessus au tujet de la separation ou Barriere, & la dite Majesté Royale promet en outre, qu'elle emploira tous ses soins & offices jusqu'a la conclusion du Traitté susdit, & iceluy conclu, qu'elle s'en rendra garrand.

(XII.)

Et comme la Souveraine autorité dans les Provinces du Pays-bas Espagnol, pour autant & a mesure qu'on les reprendra sur l'enemité, a esté données a Sa Majesté Britannique & aux dits Etats Generaux, & que les Troupes de saditte Majesté Royale & desdits Seigneurs Etats Generaux sont en Garnison dans la plus grande partie des Villes Places-fortes, Chateaux, & Forts desdites Provinces du Pays-bas Espagnol, il a esté aujourd'hui accordé & convenu qu'on ne fera aucun, changement au gouvernement desdites Provinces, ni que d'aucune, desdites Villes, places Fortes, Chateaux & Forts, les Garnisons en sortiront a moins que le Commerce & l'avantage des Sujets de la Grande Bretagne ne soient arrestés & accommodés selon l'intention de saditte Majesté Royale, & que la Barriere des Seigneurs Etats Generaux en la maniere que dit est cydessus, ne soit reglée establee & accordée.

(XIII.)

Et d'autant que l'on void par experience qu'il est de la dernière necessité non seulement de prevenir a tout obstacle, retardement, interruption & surcharge, qui pouroit arriver au commerce de la Grande Bretagne, a cause qu'il est accordé aux dits Seigneurs Etats Generaux le pouvoir & le droit de mettre garnison en tant de Places situées le long des revieres & canaux, & qu'il est important d'empêcher les fraudes & collusions qui pourroient se commettre par l'abus du privilege ou de l'exemption mentionné article 6e du present Traité, a esté statué & convenu que les Sujets de la Reyne de la Grande BRETAGNE dorenavant tant en temps de Paix, qu'en temps de Guerre, dans toutes les places des Provinces du Pays-bas Espagnol & de la Barriere qui seront cedées aux dits Etats Generaux, jouiront de toutes sortes de privileges, d'exemption & de facilité quant au commence, tant pour ce qui en regarde la sortie que l'entrée, ainsi qu'ils en ont joui cy devant, bref qu'ils jouiront de tous les privileges, exemptions Franchises, liberté, & facilité, qui sont ou seront dans la suite accordés aux Sujets des Seigneurs Etats Generaux dans les Provinces du pays-bas Espagnol, & dans les places qui servent de Barriere, en sorte que nul Officier Militaire, Civil, ou de police, ne pourra empêcher ni retarder le passage libre des Marchandises appartenantes aux dits Sujets de la grande Bretagne; promettant les dits Etats Generaux de faire grièvement punir celuy ou ceux qui seront trouvé
d'avoir

(II)

Pavoir contrevenu a l'esprit & au sens de cet article. Lesdits Etats Generaux s'obligent aussi de donner les ordres necessaires pour le faire strictement observer, & d'empêcher soigneusement que sous pretexte de transport de quelque appareil ou munition de Guerre, ou d'autres choses dont mention a esté fait au dit Article se, il ne se fasse aucune fraude quant aux droits imposés sur les Marchandises, qui ne pourront estre chargés ni transportés dans les Navieres ou autres voitures avec lesdites munitions ou appareils de Guerre & afin quil y ait des Loix, Articles, & conditions particulieres propres & necessaires a faire mieux & plus entierement observer cet Article general, il a esté conclu par les presentes quil sera nommé pour Commissaires de part & d'autre desquels endans quinze jours de la signature du present Traité regleront arretéront, & paracheveront avec les Commissaires de Sa Majesté Imperiale, si aucuns elle veut nommer de sa part, toutes les choses & affaires qui regardent le Commerce dans les provinces du pays-bas Espagnol, & places destinées & servant a la Barriere, le tout suivant le veritable sens & l'explication la plus naturelle de cet Article.

(XIV.)

Et a fin que les Garrands receus respectivement, aient plus seurement leur execution a esté convenu & accordé que la Tres Illustre Reine de L. G. B. & les Heritiers ou Successeurs fourniront le secours & apres repris, & la la requisition des Seigneurs E. Generaux, & non autrement pour satisfaire a la caution & Garantie de la Barriere comme aussi que

que les dits Seigneurs E. Generaux a la requisition de Sa Majesté Royale ou apres la mort de son plus proche Heritier ne d'elle ou a defaut de pareil Heritier du plus proche Successeur Protestant, qui se trouvera lors avoir Titre & Droit a la Couronne en vertu des actes & constitutions de la Grand Brittainie, & non autrement, fourniront le secours cy apres exprimé en execution de leur caution ou garantie pour la Succession a la Couronne de la Gaand Brittainie. Il est de plus convenu & accordé, que le cas arrivant que l'un ou l'autre des parties contractantes fust requise, en la maniere que dit est, de fournir du secours, il sera envoyé selon la proportion suivante, a scavoir la Tres Illustre Reine de la Grande Bretagne, ses Heritiers, & Successeurs dix mille hommes de pied aux dits Seigneurs E. Generaux, & lesdits Seign. E. Generaux six mille hommes de pied a Sa Majesté Royale bien armées, sous tels Commandans & Officiers, & en tels Regimens & Battallions que Sa M. R. ses Heaetiers & Successeurs, si le secours est envoyé par elle, ou par seldits Heritiers ou Successeurs qn'ils trouveront convenir, & comme les Seigneurs Etats Generaux l'estimeront bon être, si le secours est envoyé de leur part. Chaque partie sera aussy tenue d'equiper vingt Vaisseaux de Guerre bien garnis & munis de tous choses, & lesdits secours seront entretemis & equipes aux fraix de celle des parties qui les aura envoyé a l'assistance & l'usage de la partie qui les aura requis. Si toute fois il survenoit un peril si subit & imminent, que l'on ne pourroit pas trouver le temps de se prêter assez promptement les mutuels offices & assistances, & qu'il fut necessaire d'un plus grand nombre de Troupes & des Vaisseaux de

(13)

de Guerre, chaque partie a la requisition de l'un ou de l'autre sera tenu d'augmenter les forces auxilliaires, de rompre la paix contre l'agresseur & de joindre ses Troupes par Mer & par-Terre a celles de la partie aggressee.

(X V .)

Il est aussy convenu que les Rois, les princes & les États; qui voudront entrer dans le present Traitté, y seront invités & admis, de telle maniere neanmoins, que laditte invitation & admissiion conjointement ou separement sera faitte de la part de Sa Majesté la Reine de la Grande Bretagne & des Seigneurs Etats Generaux.

(X V I .)

Sa Majesté de la Grande Bretagne & les Seigneurs Etats Generaux confirmeront & ratifieront tous & chacun les points contenus au present Traitté dans l'espace de quatre semaines du jour qu'il aura été Signé & plutôt si faire se peut en foy de quoy &c.

ANT 1318090

